

Lons-le-Saunier, le 6 juillet 2022

**Service Eau Risques Environnement et Forêt**  
Bureau de l'eau

**RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION**

**Projet de restauration du lac de Chambly et de son marais**  
Récépissé n°39-2022-00083

Vu le Code de l'environnement ;

Vu les articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement ainsi que les articles R.214-1 et suivants relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination du préfet du Jura, Monsieur David PHILOT ;

Vu l'arrêté du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée (SDAGE 2022-2027) et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté du 21 mars 2022 portant approbation du plan de gestion des risques d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée (PGRI 2022-2027) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-06-20-001 du 22 juin 2022 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Christophe CHOLLEY, Directeur départemental des territoires du Jura, par intérim ;

Vu l'arrêté n° 2022-06-23-001 du 24 juin 2022 portant subdélégation de signature de Monsieur le directeur départemental des territoires du Jura ;

Vu la déclaration déposée complète le 13 juin 2022 par la Fédération départementale des chasseurs du Jura pour la restauration du lac de Chambly et de son marais, sur la commune de Doucier ;

**donne récépissé à :**

**Fédération départementale des chasseurs du Jura**  
**Maison de la nature et de la faune sauvage**  
**Route de la Fontaine Salée**  
**39140 ARLAY**

pour la restauration du lac de Chambly et de son marais sur la commune de Doucier.

Les opérations projetées consistent à :

- rajeunir la végétation du marais,
- désactiver les fossés drainants du marais,
- reméandrer le Hérisson entre le lac de Chambly et le pont de Malpas,
- restaurer les sources affluentes du lac,
- rehausser le niveau d'étiage du lac de Chambly.

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement.

Les rubriques concernées de la nomenclature de l'article R.214-1 du Code de l'environnement sont les suivantes :

RUBRIQUE	INTITULE	RÉGIME
3.3.5.0	☐ Travaux, définis par un arrêté du ministre chargé de l'environnement, ayant uniquement pour objet la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques, y compris les ouvrages nécessaires à cet objectif.	Déclaration

Plus précisément, les opérations projetées correspondent à l'article 1, items 3, 4, 7, 8, 10 et 11.a, de l'arrêté du 30 juin 2020 définissant les travaux de restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques relevant de la rubrique 3.3.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement.

Le déclarant ne devra pas débuter les travaux **avant le 13 août 2022**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet, conformément à l'article R.214-35 du Code de l'environnement. Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies, sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service départemental de police de l'eau à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration. La commune de Doucier devra alors réaliser l'affichage du présent acte et mettre à disposition du public un exemplaire du dossier de déclaration et ce, pendant une durée minimale d'un mois. Ces documents seront également mis à disposition du public sur le site internet des services de l'État du Jura durant une période d'au moins six mois.

Enfin, le déclarant devra prévenir le bureau de l'eau de la DDT et le service départemental de l'OFB 15 jours avant le début des travaux, aux adresses mails suivantes : [ddt-seref-pe@jura.gouv.fr](mailto:ddt-seref-pe@jura.gouv.fr) et [sd39@ofb.gouv.fr](mailto:sd39@ofb.gouv.fr)

En application de l'article R.214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Pour le directeur et par subdélégation,  
La cheffe du bureau de l'eau



Nadine PONCET

#### Délais et voies de recours

Le présent récépissé peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Besançon (30, rue Charles Nodier 25044 BESANCON Cedex) :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-5 à L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la présente décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

**Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>).**